

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 126 - VENDREDI 16 DÉCEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le MEDEF multiplie les déclarations contre le crypto-bolchevik de Corrèze. C'est bon signe, non ?

AGENDA MILITANT

→ 17 décembre

Rennes [Affirmons notre solidarité avec le peuple Syrien](#)

→ 17 décembre

Paris [Concert de soutien à Droits devant !](#)

→ 18 décembre

Paris [Manifestation migrants](#)

→ 18 décembre - 9 janvier

Paris [Dates militantes](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Monde

[Après les élections du 4 décembre en Russie](#)

[Journée internationale des migrants](#)

→ Rencontre [Faire-part](#)

Abolir la prostitution en baisant les clients ?

À quelques mois de deux scrutins électoraux majeurs, l'union sacrée des groupes politiques de l'Assemblée nationale pour la pénalisation des clients des prostitué-e-s nous consterne à deux titres au moins.

D'une part une question d'opportunité, au moment où le gouvernement, l'UMP et le Front national rivalisent de démagogie sécuritaire. Même si elle plaide pour la suppression du délit de racolage, la gauche ne peut-elle éviter de prêter le flan à l'instrumentalisation politicienne des questions de société et de faire croire qu'il existerait des sujets sur lesquels un consensus gauche - droite serait possible ou souhaitable ?

D'autre part, une question plus essentielle pour les partisans de l'émancipation : face aux problèmes de société, qu'il s'agisse de l'usage de drogue, des conduites à risques ou de la prostitution, faut-il agir - un peu, beaucoup, passionnément, à la folie... - par la répression ? Est-ce souhaité et est-ce l'efficacité qu'il nous faut choisir ?

On répondra sans aucun doute oui quand il s'agit de réprimer les trafiquants, les profiteurs des filières d'exploitation et les hommes violents avec les femmes. Les lois, d'ailleurs, le permettent déjà. Mais nous répondons non, résolument non, concernant les prostituées - qu'il faut protéger en les sortant de la précarité dans laquelle la clandestinité les maintient - et leurs clients. A ce propos, l'argument qu'une punition de ces-salauds-de-clients (ou de ces Messieurs-tout-le-monde à remettre dans le droit chemin, ce qui revient au même) permettrait de les faire «réfléchir» tombe dans le panneau des arguties de droite. En effet, présenter la pénalisation comme l'acte fondateur d'une nouvelle liberté, c'est oublier que la répression - symbolique, policière, judiciaire - est au contraire une constante du système global des dominations.

Cela fait des années que la gauche s'aligne souvent sur l'idéologie dominante - et son prétendu équilibre entre répression, prévention et soin - au lieu de construire ses propres ruptures. **Les partisans de l'émancipation ne sont pas là pour émanciper la société par la force mais pour favoriser le choix de l'émancipation individuelle et collective : l'abolition ne se décrète pas, elle est à conquérir. Malheureusement, beaucoup ne voient pas encore la puissance de l'idée de substituer à la domination des logiques de punition et de discipline une prédominance des logiques de prévention, d'éducation et de responsabilité.**

Sur les questions «sociétales» et dans le champ du combat pour les libertés aussi, le Front de gauche devrait se singulariser.

● Gilles Alfonsi

Émanciper la planète de l'arme atomique

Entretien avec Pierre Villard, président du Mouvement de la paix et coordinateur pour la France de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire, auteur de *Pour en finir avec l'arme nucléaire*.



Pourquoi l'abolition de l'arme nucléaire doit-elle être au cœur du combat pour la paix ?

L'arme nucléaire est une arme effroyable, à laquelle personne ne réchappe. Elle est la seule arme capable d'éliminer la vie sur la planète et en un temps très court. Depuis bientôt 70 ans, l'arme atomique fait des victimes longtemps avant son utilisation (test), beaucoup pendant et longtemps après. Nous en sommes à la troisième génération d'Hibakusha, c'est-à-dire que ce sont les petits enfants des personnes vivant en 1945 qui développent des maladies suite aux bombardements de Hiroshima et de Nagasaki.

Mais au-delà de la dimension humaine - qui est essentielle - la possession de l'arme nucléaire par une poignée d'États conduit à une hiérarchisation du monde, faite de dominations par les possesseurs de la bombe. On ne peut donc pas envisager construire un autre monde sans remettre fondamentalement en cause l'arme atomique.

Pour en finir avec l'arme nucléaire, pourquoi faut-il mettre en question la théorie de la dissuasion nucléaire ?

La dissuasion nucléaire n'est en effet qu'une théorie. Elle est certes bien

ancrée, mais cela reste une théorie. D'ailleurs le représentant de la France à la Conférence du désarmement le reconnaît en considérant que nous ne pouvons en rester qu'à de l'affirmation à ce sujet.

Au-delà de la dimension humaine - qui est essentielle - la possession de l'arme nucléaire par une poignée d'États conduit à une hiérarchisation du monde. On ne peut pas envisager construire un autre monde sans remettre en cause l'arme atomique.

L'arme nucléaire a-t-elle ou non empêché des guerres ? Et combien de guerres sont dues à l'arme nucléaire ? Par exemple, combien de régimes autoritaires la France a-t-elle tenus à bout de bras en Afrique, grâce à son statut de puissance nucléaire intouchable ?

Je conteste fermement cette notion de dissuasion dans le premier chapitre de mon livre, car l'accepter est d'une violence extrême vis-à-vis des très nombreuses victimes de l'arme atomique. Elles se comptent par millions. Il y a les victimes directes des bombardements au Japon, toutes les victimes survenues depuis pour lesquelles il n'existe aucune statistique et toutes les victimes civiles et militaires des essais nucléaires. Rien qu'en France, ce sont plusieurs milliers de personnes recensées par l'Association des vétérans des essais nucléaires. Et puis il faut rajouter toutes les victimes indirectes, victimes du détournement de fonds que constituent les richesses englouties dans ces armes, richesses économiques mais aussi intellectuelles. Pour une arme de dissuasion, cela fait beaucoup de victimes depuis 1945.

Finalement, la situation actuelle est essentiellement liée au fait que pour les États nucléaires la question du développement humain est secondaire par rapport au maintien de leur domination. Comment le dévoiler aux yeux du plus grand nombre ?

C'est en effet toute la question. Je pense qu'il faut allier toutes les problématiques, c'est-à-dire l'immoralité de l'arme ●●●

●●● atomique, son illégalité, son coût et même son inefficacité militaire. C'est la raison pour laquelle il y a nécessité de dénoncer le mensonge de la théorie de la dissuasion nucléaire. Il y a usurpation de valeurs.

C'est à force de préparer les guerres qu'on finit par les faire. Aussi, le sujet de l'arme atomique est à mettre en relation avec le choix de société que nous voulons construire. On ne prévient pas les conflits par la culture de guerre. Celle-ci nous amène au contraire à rendre sans cesse plus précaires les conditions de vie et de sécurité des habitants de la planète. Le Mouvement de la paix a fait sien le concept de Culture de la paix, comme ensemble des valeurs, des attitudes et des comportements destinés à prévenir les conflits par l'action sur leurs causes. Nous disons « *Empêcher les guerres, cultiver la paix* ». Cela veut dire lier la paix avec la justice, avec la démocratie, avec les droits, avec l'accès à la culture, à l'éducation, ... La culture de la paix, c'est une conception révolutionnaire. C'est faire de la paix le moteur des transformations sociales. Ainsi le gâchis des dépenses militaires mondiales - qui ont presque doublé en 8 ans - n'est-il pas responsable de nombreuses sources de violences et de conflits ? C'est en mettant ces sujets dans le débat public qu'on pourra permettre à la fois leur appropriation par les citoyens, leur dénonciation et leur refus.

Quelle est votre appréciation de la politique de la France dans ces domaines ?

Rappelons que la France est la troisième puissance atomique mondiale. C'est le dernier État doté d'armes nucléaires (1) à avoir signé le Traité de non-prolifération (2) des armes nucléaires. Notre pays est tenu par le contenu de ce traité, dans lequel tous les États s'engagent à œuvrer de bonne foi au désarmement

Le Mouvement de la paix

Fondé au lendemain de la seconde guerre mondiale par des personnalités issues des différents courants de la Résistance, le Mouvement de la paix est une association pacifiste française. Mobilisé depuis ses débuts en faveur de la paix dans le monde, il fut à l'initiative de nombreuses campagnes, par exemple au moment de la guerre du Vietnam, lors de la crise des euromissiles dans les années 80 et, en 1995, contre les essais nucléaires à Mururoa. Depuis les années 2000 le Mouvement de la paix anime en France les larges réseaux d'opposition aux guerres (Afghanistan, Irak, Proche-Orient...).

Auteur de *Pour en finir avec l'arme nucléaire* (La dispute, 2011), Pierre Villard préside le Mouvement de la paix depuis 2002.

Site du mouvement de la paix : www.mvtpaix.org

Site de la Coordination française de la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire : www.icanfrance.org

nucléaire, à une date rapprochée. Or la France modernise actuellement l'ensemble de son arsenal, nouveaux sous-marins, nouveaux missiles, nouvelles têtes nucléaires. Le Mouvement de la paix dénonce cette violation de la loi internationale. Aujourd'hui, malheureusement, notre pays est celui qui freine le plus tout processus de désarmement. La France refuse toute avancée multilatérale. Même au sein de l'Otan, où les ministres des Affaires étrangères des pays qui disposent d'armes atomiques des USA sur leur sol demandent un processus de retrait, c'est la France qui empêche toute discussion sur le sujet. Cela nous donne, comme citoyens français, une grande responsabilité.

Quelles sont les prochaines échéances majeures du combat contre l'arme atomique ?

Depuis 41 ans qu'existe le TNP, il y a plus d'États qui ont renoncé à l'arme atomique que d'États qui s'en sont dotés. C'est un acquis considérable mais qui n'est pas suffisant. L'objectif ne doit plus être seulement le désarmement

C'est à force de préparer les guerres qu'on finit par les faire. On ne prévient pas les conflits par la culture de guerre. Celle-ci nous amène au contraire à rendre sans cesse plus précaire les conditions de vie et de sécurité des habitants de la planète.

nucléaire et la non-prolifération, mais bien l'abolition de l'arme atomique. C'est l'objectif zéro que nous visons.

Aussi, ce qui nous mobilise aujourd'hui, c'est l'adoption d'une Convention d'élimination des armes nucléaires. Cette revendication est portée par la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire, dont l'acronyme anglais donne ICAN. En France, 62 organisations ●●●

(1) Cette terminologie est celle contenue dans le TNP. Ce sont les cinq États qui avaient réalisé des tests d'explosions atomiques au moment des premières négociations en vue de la signature d'un traité, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1967.

(2) Le Traité a été signé le 1^{er} juillet 1968. Il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1970.

●●● se sont engagées dans un collectif national appelé ICAN - France. Nous organisons les 24 et 25 mars une mobilisation nationale autour des 25 sites de la force de frappe française. Cette journée vise à ce que ce sujet ne soit pas ignoré du débat public pour les échéances électorales de 2012. Elle portera l'exigence d'engagement de la France dans la Convention, de la réduction des dépenses militaires et de la prise d'initiatives immédiates.

2012 devrait être l'année de la tenue d'une Conférence internationale pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Proche et Moyen Orient. Plus de la moitié des pays du globe sont membres d'une zone exempte d'armes nucléaires. Tout l'hémisphère sud est concerné. Ces zones se sont accompagnées du renoncement à l'arme atomique par de grandes nations (Brésil, Argentine, Afrique-du-Sud, Kazakhstan...). Imaginons ce qu'induirait une nouvelle zone au Proche et Moyen Orient concernant Israël, l'Iran, le Pakistan... N'est-ce pas la meilleure manière de prévenir l'avènement de toute nouvelle puissance nucléaire ?

Enfin, les 5 puissances nucléaires dites officielles se sont engagées à rendre compte en 2014 de la manière dont elles appliquent l'article 6 du TNP qui les engage au désarmement.

On peut imaginer que le combat pour la paix avance de multiples façons : grâce à des avancées multilatérales, par des avancées unilatérales, par la pression des opinions publiques... Dans une telle dynamique, exiger une décision unilatérale de la France de renoncement à l'arme nucléaire ne serait-il pas pertinent ?

C'est toujours l'intervention populaire qui fait avancer les choses, y compris par les représentants politiques que les citoyens se donnent. Il faut donc se demander comment convaincre et mobiliser l'opinion publique. Je ne pense pas qu'aujourd'hui la revendication du renoncement unilatéral de la France à l'arme nucléaire soit de nature à rassembler majoritairement nos concitoyens. Il y a beaucoup de questions sur la

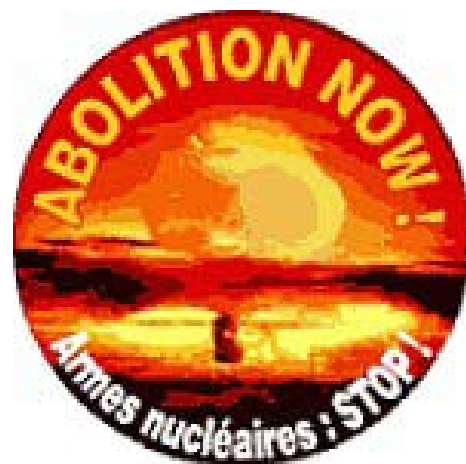
confiance vis-à-vis des autres pays, sur les mesures de contrôles. Ces sujets sont sensibles et importants. L'action pour un processus multilatéral de Convention d'élimination me semble beaucoup plus mobilisatrice. D'autant plus qu'on peut gagner. Dans le même temps, nous exigeons que la France prenne des initiatives. Ces quinze dernières années, nous avons obtenu que la France ferme son centre d'expérimentations du Pacifique, qu'elle renonce à sa composante terrestre (missiles Pluton, missiles Hadès...). Aujourd'hui nous demandons le gel du programme de renouvellement des missiles M45 par les M51, et le renoncement à sa composante aéroportée. Ce sont des mesures unilatérales.

Il faut faire la différence entre agir pour des mesures unilatérales, comme actes nécessaires et crédibles pour aller vers un processus contrôlé d'élimination, et l'exigence d'un renoncement unilatéral à l'arme atomique, qui serait mal compris par l'opinion publique, et donc nous ferait repartir en arrière dans la mobilisation.

Comment expliquez-vous que les enjeux liés à l'arme atomique soient largement ignorés des politiques (y compris souvent des partisans de l'émancipation), des médias et du grand public ?

L'inculture et la méconnaissance de la réalité sont sans doute la première explication. Les politiques sont globalement ignorants de ces questions-là. Et on retrouve cette ignorance à peu près sur tout l'échiquier politique. Les médias, à quelques exceptions près, n'abordent que très peu le sujet. Pourtant, avec un budget militaire représentant 20 % du budget national, on pourrait s'attendre à ce que les uns et les autres s'emparent du sujet. Nous pourrions nous en plaindre, mais c'est plutôt à nous, les pacifistes, de nous questionner sur pourquoi nous n'arrivons pas à être plus présents dans la sphère publique. Même ceux qui devraient y être attentifs ont une vision désuète du mouvement pacifiste qui ne répond pas à la réalité.

Dans l'opinion, il y a le souvenir de la reprise des essais nucléaires français et



leur arrêt en 1996. Nombreux s'en sont arrêtés là, persuadés que la France a désarmé, voire qu'elle n'a plus de bombe atomique. Reconnaissons que la fin de la Guerre froide semble avoir éloigné la menace, alors que le danger est bien plus probable aujourd'hui, notamment à cause des accidents, de la puissance des armes et de la précision des vecteurs (missiles).

Le Mouvement de la paix fait un important travail d'éducation populaire au désarmement, expositions, débats, délégations dans les événements internationaux. L'accueil très positif que reçoit mon livre *Pour en finir avec l'arme nucléaire* montre en tout cas qu'il y a une forte demande d'éducation populaire. Je l'ai conçu comme un ouvrage de référence permettant de disposer d'éléments de connaissance pour donner confiance aux citoyens dans leur capacité d'agir.

Votre livre montre qu'au cours des dernières décennies, des avancées substantielles du combat pacifiste ont eu lieu : conventions sur les armes biologiques, sur les armes chimiques, d'interdiction des mines antipersonnel, sur les armes à sous munitions... Comment ces avancées ont-elles été possibles, alors que, dans le même temps, le monde semble moins sûr et que l'idée du « choc des civilisations » a été imposée ?

La réalité du monde n'est pas une science exacte. Il y a eu, par exemple, moins de conflits durant cette décennie que durant la précédente. L'information ●●●



●●● en donne pourtant une toute autre idée. Les solutions de force sont majoritairement refusées par les opinions publiques. Mais depuis la guerre en Irak, en 2003, ce refus majoritaire des solutions militaires n'est pas visible. Pourtant, comme vous le notez, de grandes avancées ont été réalisées. Elles l'ont été par la conjonction de l'action des citoyens, de certains États et des institutions. Elles concernent différents types d'armes de destructions massives. Il nous reste à obtenir une dernière Convention, celle sur les armes nucléaires.

Vous soulignez avoir changé de point de vue concernant la possibilité pour la société civile, des États et des organismes internationaux de peser ensemble en faveur de l'abolition de l'arme nucléaire. Pouvez-vous expliquer votre expérience ?

Dans l'histoire du mouvement social, la notion de coopération n'est pas toujours vécue comme positive. Le compromis est parfois taxé de compromission. Le tout ou rien a eu de belles heures de gloire. Discuter, voire agir, avec un État dont on peut contester le gouvernement, n'est pas le premier chemin que nous empruntons. Mon propre passé de syndicaliste m'a sans doute influencé dans ce doute. Et pourtant, nous ne pouvons avancer qu'en discutant avec nos adversaires. Et ce n'est pas faire preuve de faiblesse, bien au contraire. La faiblesse, c'est la violence et la guerre. Le dialogue et la non-violence, c'est de la force.

Les premières fois que le Mouvement de la paix m'a demandé de représenter les pacifistes français dans des événements internationaux, j'ai eu à côtoyer des représentants d'États et d'institutions. Je me suis rendu compte que nous pouvions agir ensemble sur des objectifs bien déterminés. C'est le cas pour l'abolition des armes nucléaires. Nous sommes majoritaires sur la planète pour défendre et gagner cet objectif, pourquoi ne pas agir ensemble ? Mais ce partenariat nécessite que chacun reste à sa place. Les organisations non gouvernementales et les associations de solidarité internationale ne sont pas des gouvernements, ni des institutions.

Quel est votre point de vue sur la sortie du nucléaire civil ?

Je n'ai aucun point de vue sur cette question. Les bombes atomiques ont existé avant que ne soit produit un seul kilowatt d'électricité provenant de l'industrie nucléaire. Ce n'est pas avec les centrales que l'on produit le combustible des armes nucléaires. Par contre, il y a nécessité de renforcer les contrôles publics, citoyens et internationaux sur les activités sensibles du nucléaire.

Attendre une sortie hypothétique du nucléaire civil pour se préoccuper du militaire est suicidaire pour l'Humanité. Nous pouvons initier un processus d'élimination des armes nucléaires tout de suite.

Pourquoi estimez-vous que le combat pour l'abolition de l'arme nucléaire et l'exigence d'une sortie du nucléaire civil doivent rester distincts ?

Pourquoi devrait-on les lier ? La décision de faire une arme atomique est d'abord un choix politique de domination ; ce

n'est pas une question de capacité technique. Faire croire à un lien inextricable revient à dédouaner le politique de ses responsabilités.

Et puis attendre une sortie hypothétique du nucléaire civil pour se préoccuper du militaire est suicidaire pour l'Humanité. Pourrions-nous nous passer du nucléaire civil dans 25 ans ? Je n'en sais rien. Mais nous pouvons initier un processus d'élimination des armes nucléaires tout de suite.

Ma conviction, c'est que nous devons rassembler dans l'action pour éliminer l'arme nucléaire les citoyens opposés au nucléaire civil, ceux qui y sont favorables, et la grande masse des citoyens qui s'interrogent, se sentant souvent pris au piège d'un débat dogmatique dont elle n'a pas toutes les clefs pour faire un choix.

Entre la lutte face au réchauffement climatique et la lutte pour l'abolition de l'arme nucléaire, vous semblez considérer qu'il est nécessaire d'établir une priorité. Qu'en est-il ?

Je n'établis pas de priorité. Je note que les citoyens sont sensibilisés au réchauffement climatique et qu'ils ne le sont que très peu face à la menace atomique. Or celle-ci est plus grave, avec une échelle de temps beaucoup plus courte. La planète se sera-t-elle réchauffée de 4 ou 5 degré dans 50 ans ? Je n'en sais rien ; mais je veux agir pour que dans 50 ans quelqu'un puisse faire la mesure.

● Questions posées par Gilles Alfonsi



Pour en finir avec l'arme nucléaire
Pierre Villard
La dispute, 2011

Puzzle

1. La crise imposée par les banques prend une tournure nouvelle depuis quelques semaines. Le système financier exécute Papandréou, Berlusconi, impose à l'Europe un sauve-qui-peut réactionnaire ; Sarkozy et Angela Merkel décident à deux de la "fameuse" "règle d'or" ; à aucun de ces moments, ni le Parlement ni les électeurs n'ont été sollicités. Nous sommes devant une succession de coups d'État. Même les commentateurs les plus conventionnels interrogent «qui a le pouvoir ?» Il ne s'agit pas de dédouaner les responsables politiques qui ont conduit à cette situation et jamais le caractère de classe du Pouvoir n'aura été si visible, désormais le roi est nu.

2. Le journal *Le Monde* a publié le 9 décembre une étude révélant que grandissait l'idée non pas qu'il y ait des pauvres et des riches, mais qu'il y avait des pauvres PARCE QU'il y avait des riches. Ne sommes-nous pas en train de redécouvrir la lutte des classes ?

3. Dans *Cerises* du 2 décembre, Sylvie Larue citait Bernard Thibault fustigeant "la délégation de pouvoir". Mais nombre de participants aux grèves en faveur de la retraite se sont déclarés pas prêts à manifester pour ne pas avoir de résultats et la journée du 13, hélas, n'a pas fait trembler la terre.

4. Les sondages laissent percevoir que l'impact de la désignation de François Hollande s'affaïsse au fil de la mollesse de ses propos.

5. Nombre de commentaires s'étendent sur le vote FN des ouvriers en omettant cependant de préciser que Madame Le Pen tient un discours de rupture avec l'existant et qu'elle exploite un sentiment d'exaspération qui, lui, est justifié.

6. Jean-Luc Mélenchon évoque « *la révolution citoyenne* ».

Comment tout cela pourrait-il s'emboîter ?

Il n'y a plus guère d'espace entre faire la politique du capital et supprimer le pouvoir de celui-ci par l'appropriation collective des leviers de l'économie. Il est

illusoire de penser être dissuasif en taxant le capital : il préfère payer et délocaliser, payer et s'attaquer aux dépenses publiques, payer et pomper l'argent de nos impôts par des prêts bancaires, payer et polluer (on l'a vu à Durban). Il est illusoire de prétendre à la démocratie et d'accepter le règne des banques par l'intermédiaire de LEURS agences de notation. Bref, autant il est coutumier de critiquer le "tout ou rien", autant on ne saute pas la moitié d'un fossé. (Les lecteurs les plus assidus verront que j'ai changé d'image).

Tenir compte du présent, c'est être capable de s'en dégager pour mieux y répondre. Si nous parlions davantage de Révolution ? Non pas pour nous offrir une évasion romantique mais parce qu'après avoir essayé tant de versions du changement, avec le succès que l'on sait, n'est-il pas temps de tout remettre à plat et d'explorer ce qui n'a jamais été fait ? Que vaut une élection si elle n'est pas un jalon vers une suite ? Cette suite doit-elle se contenter de promesses qui font du citoyen un consommateur en attente d'être servi ? Doit-on dire ce que devrait faire un « *bon gouvernement* » ? Ou pour reprendre la suite de ce que dit Bernard Thibault à propos de la délégation de pouvoir, cette suite ne devrait-elle pas davantage être ce que les exploités et dominés peuvent faire pour arracher des pouvoirs et construire de nouveaux acquis ? Pour nous, faire de la politique, n'est-ce pas s'arracher de la place que la société nous assigne ? C'est-à-dire sortir de la désarticulation des individus : un jour luttes syndicales, un autre électeurs, et jamais producteurs de notre propre pouvoir. Il n'y a pas d'autre manière de faire reculer la délégation de pouvoir que de proposer aux intéressés de se constituer en force de pouvoir. De pouvoir faire, de pouvoir imposer, pas que nous allions tous à l'Elysée, cela va de soi. Avenir lointain ? Le présent dépend toujours de l'idée que l'on se fait d'un avenir possible. Evoquer « *la fin de l'Histoire* » était un acte politique concret aux effets immédiats. Laisser voir un ailleurs possible et laisser voir qu'il est fait de la liberté de le construire est peut-être la pièce manquante à ce puzzle.

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

La vie du rail

9 & 10 décembre 2011, Assemblée générale des Communistes unitaires à Saint-Ouen. Dans une ambiance studieuse, je pense à la pièce de Tennessee Williams, *Un tramway nommé Désir* et me dit que Le Front de gauche est un train. Qui pourrait être nommé "Front de gauche pour une alternatives sociale et écologique". Pour lequel nous ne sommes pas obligés de prendre le wagon de queue. Dans lequel rien ne nous interdit d'emmener nos bagages. Où nous revendiquons de ne pas être contrôlés.

La locomotive ? Nous lui apportons du combustible. Le signal d'alarme ? Nous pouvons le tirer. D'ailleurs, nous le faisons.

On me dira : « *L'important, c'est le conducteur.* » Évidemment pour un adulte, "locomotive" prend dix lettres quand "train" n'en prend que cinq. Mais pour les gosses avant qu'ils ne sachent écrire, quel est l'objet le plus grand ? La "locomotive" ou le "train" ?

Nous voulons que ce train du Front de gauche soit gratuit. Sans 1^{ère} et 2^e classes. Sans réservations. Avec de la place pour toutes et tous. Qu'il soit un train "Service public", c'est bien le moins. Moderne et déroutant, ce serait vraiment un plus.

Nous sommes dans ce train pour dire aux machinistes : « *Voyez-vous ces compartiments vides ?* » Pour faire monter ceux qui le désirent, des voyageurs en partance, des routards en errance, des travailleurs en déshérence...

Nous sommes dans le train du Front de gauche pour le faire changer d'aiguillage sans le faire dérailler. Lui faire prendre la voie "changement de société" plutôt que le garage "bon gouvernement", la destination "projet global" plutôt que la gare "programme".

Nous sommes dans ce train en étant avec celles et ceux qui sont en salle d'attente, à quai. Ne peuvent prendre les transports. Avec les indignés qui bloquent les voies, les salariés qui les remplacent, les usagers qui les ont financées. Avec celles et ceux qui veulent changer la société à pied, à cheval ou en vélo.

Nous ne sommes pas dans le train du Front de gauche pour faire pipi dehors. Ou en dehors de lui pour faire pipi dessus. Nous sommes dans ce train-là pour mieux regarder dehors. Nous aimons les paysages en mouvement.

● Philippe Stierlin



L'image de la semaine

Aigres-douces, les cerises de Zarz ont garni notre panier de septembre à novembre, en dessert (n°114, 117, 120, 122) et en cocktail (122). Nous en sortons d'autres de la réserve pour donner du punch aux fêtes de fin d'année. Et une toute spéciale.

Septembre

LES GRECS ABUSENT
DE NOTRE GÉNÉROSITÉ :
VENGEANCE !



LA GAUCHE,
MAJORITAIRE
AU SÉNAT.

ON N'EST PLUS
EN SÉCURITÉ
NULLE PART.





Septembre

Octobre

LA GAUCHE PREND LE SÉNAT.



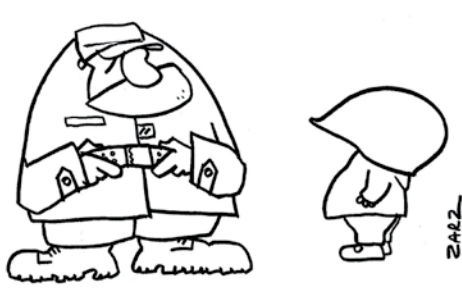
LES DIFFICULTÉS DU DÉPOUILLEMENT À NOGENT-SUR-MARNE.



Octobre

ENCADREMENT MILITAIRE POUR LES MINEURS DÉLINQUANTS...

J'M'EN FOUS QUE T'AYE ENVIE DE PIFI, FALLAIT VOIR À PAS ÊTRE FICHÉ « À RISQUE » EN P'TITE SECTION.



Noyeux Joël

J'VEUX MON TRIPLE A !
J'VEUX MON TRIPLE A !

PURÉE, HEUREUSEMENT QUE C'EST MA DERNIÈRE ANNÉE...



Christa Wolf - 1929 - 2011



©Getty

Une écrivaine qui aura marqué la littérature allemande, une femme engagée dans un siècle dont elle a traduit les leures et les espoirs, les brisures et les élans. Dans ses romans, ses essais, ses interventions publiques, Christa Wolf a offert à ses contemporains des stimulants pour une réflexion critique sur leur temps, l'avenir et sur la littérature.

Elle a suscité, en RDA, l'attachement des lecteurs critiques mais aussi, dès son premier roman, *Le Ciel partagé* (1), l'hostilité du régime. Avec *Christa T.*, elle se heurtera également aux attaques virulentes, peu honnêtes, de certains de ses pairs. Communiste convaincue et de plus en plus critique, membre du comité central du SED (2), elle a puisé avec lucidité et courage dans son propre vécu de l'emprise idéologique du régime national-socialiste, pour son roman *Trame d'enfance*, par exemple, et constatera que sa « *génération a troqué trop tôt une idéologie contre une autre, qu'elle est venue tardivement à l'âge adulte, avec ses réticences, et que certains ne sont d'ailleurs jamais devenus des êtres adultes, (...) mûrs, autonomes.* »

L'Allemagne au coeur, elle espèrera un temps que l'unification en 1990 des deux États se fera sans vainqueurs ni vaincus, ce qui lui vaudra une campagne haineuse de critiques et d'auteurs ouest-allemands. ("Observée" par la Stasi, elle avait rédigé de 1959 à 62 des rapports qui témoignent de son aveuglement de jeunesse mais dont il sera établi qu'elle n'avait dénoncé personne.)

Christa Wolf a apporté un « *contre-texte de [la] littérature au monologue du pouvoir* », selon les termes de Volker Braun, l'un des grands poète allemands de cette génération, et sa voix porte à ce titre au-delà de l'Allemagne.

Ses recherches d'écriture, la subversion de personnages mythiques comme Cassandre ou Médée, le centrage sur des personnages féminins confèrent à son oeuvre une qualité et un intérêt spécifiques, y compris pour de nouveaux lecteurs.

● Michèle Kiintz

(1) Nouvelle traduction et nouveau titre validé par l'auteur *Le ciel divisé*, trad. Alain Lance et Renate Lance-Otterbein, Stock, 10/2010. *Le Pardessus du docteur Freud*, son dernier ouvrage paraîtra en mars 2012. Voir également articles sur www.communistesunitaires.net rubrique "Rencontres/Carte blanche".

(2) Parti dirigeant de la RDA.



Sur une affiche de la campagne pour la libération de Salah.

Enfin libre ! Au terme d'une journée très tendue, nous avons donc appris hier [mercredi] à 19 heures que Salah Hamouri ferait partie de la seconde vague de libération et qu'il rejoindrait sa famille à Jérusalem-Est dimanche 18 décembre après avoir subi injustement 6 ans, 9 mois et 7 jours de prison dans les geôles israéliennes.

Nous ferons de plus amples commentaires une fois sa sortie réalisée et qu'il sera bien chez lui. Nous partageons totalement la joie de sa famille qui va enfin pouvoir l'embrasser, depuis ce temps où aucun contact n'a eu lieu. Sans attendre nous voulons remercier toutes celles et ceux qui, par dizaines de milliers, se sont rassemblés dans leur diversité pour obtenir sa libération. C'est une certitude : sans eux, et leur mobilisation déterminée, Salah ne serait pas libéré dimanche, aussi tard que cela nous paraisse. Nous tenons à remercier vivement tout le monde qui a participé à ce résultat : personnalités, artistes, associations, organisations, notamment de jeunes, partis, « simples gens » comme on dit, les innombrables Comités de soutien qui se sont multipliés en France.

Dimanche, Salah sera chez lui. Il va découvrir et devoir s'approprier un monde nouveau et imaginer, en prenant un temps nécessaire et mérité, une étape nouvelle de sa vie. Il va devoir se reconstruire en imaginant l'avenir au goût de liberté. Nous resterons à ses côtés. Nous voulons vous signaler sans attendre plusieurs points :

- Une adresse électronique a été ouverte qui lui est strictement personnelle. Vous pourrez communiquer avec lui dès lundi : salah_hamouri@hotmail.com

- Notre Comité de soutien va s'éteindre, mais pas avant avoir accompli jusqu'au bout son devoir et sa mission. En particulier nous resterons disponibles pour, le temps venu, organiser sa venue en France où il a beaucoup d'amis et d'amies à remercier. Il a à nous parler aussi.

- Notre Comité de soutien dispose, c'est sur le site <http://www.salah-hamouri.fr/souscription>, la somme de **13 683, 64 euros**. Nous proposons de lui envoyer à Jérusalem pour qu'il puisse disposer de quelques moyens pour se reconstruire. **Nous fermerons les comptes dans un mois**. Celles et ceux qui veulent abonder en ce sens peuvent donc encore le faire.

- Une adresse postale est aussi disponible où lettres ou d'autres envois peuvent être effectués :

**Salah Hamouri
Po BOX 19587
21, Nablus Road
Jerusalem
Israel**

(Courrier du 15/12/2011 de Jean-Claude Lefort, Président du Comité national de soutien)

Le drapeau de la Palestine hissé à l'UNESCO, mardi 13 décembre, pour marquer l'admission de la Palestine à l'Organisation en présence de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, de la Directrice générale de l'UNESCO, et des Présidentes de la Conférence générale et du Conseil exécutif et des présidents des groupes régionaux. La Palestine avait été élue 195e membre de l'UNESCO le 31 octobre au cours de la 36e session de la Conférence générale.

L'UNESCO est la première agence des Nations Unies à admettre la Palestine comme membre à part entière, déclenchant les mesures de rétorsion des USA et, contre les Palestiniens, d'Israël (Voir *Cerises* n°122)

« Cette adhésion est une première reconnaissance de la Palestine », a déclaré Mahmoud Abbas, ajoutant : « Je souhaite que ceci soit de bon augure pour une admission de la Palestine dans d'autres organisations internationales. » Au Conseil de sécurité, la France, en s'abstenant en novembre, avait contribué à ce que l'État palestinien ne soit pas admis comme membre à part entière de l'ONU.



©UNESCO/Bijeljic

Faux-fuyants des pollueurs contre peuples à Durban.

Remettre à après-demain ce qu'il fallait faire dès aujourd'hui, c'est le résultat de la COP-17. Un texte flou, non contraignant, qui permet toutes les interprétations, reporte à 2020 la signature d'un « protocole », ou tout « autre instrument légal » ou « solution concertée légale ». Les discours ne tiennent pas en face des dégâts qui dès aujourd'hui pèsent sur les populations, en particulier des pays du Sud. Ces derniers étaient nombreux à être venus à Durban se battre pour une justice climatique et tenter de faire entendre que l'utilisation des fonds de solidarité « devrait être définie par les pays en voie de développement, sur la base de processus de planifications participatives et souveraines » et non par la Banque mondiale au bénéfice d'intérêts privés comme prévu pour l'hypothétique « fonds vert ».



© site <http://alter-echos.org>



**Rendez-vous
le 6 janvier
2012**

contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Klantz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr